MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE,
DE LA BIODIVERSITÉ,
DE LA FORÊT, DE LA MER
ET DE LA PÊCHE
Liberté
Égalité
Fraternité

comité de bassin
Loire-Bretagne

Conférence nationale de « L'eau dans nos territoires »

Quel dispositif dans le bassin Loire-Bretagne

MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE,
DE LA BIODIVERSITÉ,
DE LA FORÊT, DE LA MER
ET DE LA PÊCHE
Liberté
Égalité
Fraternité

Objectifs et calendrier

comité de bassin Loire-Bretagne

Instruction du Premier Ministre aux préfets du 2 mai 2025

Objectifs de la conférence sur l'eau :

- Dans la continuité du plan Eau, compléter les travaux du plan Eau ; espaces de dialogue entre l'ensemble des usagers de l'eau, identifier leviers pour une meilleure gestion de la ressource en eau dans les territoires …
- Recenser pour suites à donner :
  - des propositions d'actions prioritaires à mettre en place ;
  - des ajustements réglementaires voire législatifs ;
  - des bonnes pratiques à généraliser ;
  - des points de blocage restant à lever

Calendrier :

- De juin à octobre 2025 dans les territoires, sous la co-présidence des préfets coordonnateurs de bassin et des présidents des comités de bassin
- Articulée avec COP régionales
- Consolidation des contributions par comité de bassin pour remontée niveau national d'ici fin octobre

MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE,
DE LA BIODIVERSITÉ,
DE LA FORÊT, DE LA MER
ET DE LA PÊCHE
Liberté
Égalité
Fraternité

Thématiques stratégiques

comité de bassin Loire-Bretagne

Les 7 thématiques de réflexion pour les débats :

- Quel partage de la ressource, et comment prévenir et résoudre les conflits d'usages avec une anticipation des tensions qui vont augmenter en lien avec le changement climatique ?
- Comment parvenir à la réduction des pollutions, en passant d'une logique curative à une démarche préventive dans les suites du lancement de la feuille de route captage ?
- Quelles évolutions apporter à la gouvernance de la gestion de l'eau ?
- Comment assurer le financement de la politique de l'eau, en réaffirmant les principes essentiels (pollueur-payeur / solidarité de bassin) ?
- Comment parvenir à une meilleure gestion et anticipation des risques (sécheresse / inondation) ?
- Quel accompagnement des collectivités compétentes sur le petit cycle et le grand cycle ?
- Comment mobiliser le grand public ?

Chaque bassin peut travailler sur des thématiques complémentaires, propres à ses spécificités (liens terre-mer par exemple).

MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE,
DE LA BIODIVERSITÉ,
DE LA FORÊT, DE LA MER
ET DE LA PÊCHE
Liberté
Égalité
Fraternité

Dispositif dans le bassin Loire-Bretagne : modalités et pilotage

comité de bassin Loire-Bretagne

Proposition préalable : Inscrire la démarche dans la continuité des ateliers territoriaux Loire-Bretagne 2050 mené entre le mois de janvier 2023 au mois de septembre 2024, et ayant permis de capitaliser des solutions d'actions et des projets démonstrateurs proposés par les acteurs des territoires pour répondre aux défis du changement climatique.

Un pilotage par un comité de pilotage de la conférence eau en Loire-Bretagne, comité de pilotage qui s'appuie sur le bureau du comité de bassin, élargi aux présidents des commissions territoriales et à des représentants de l'Etat au-delà de ceux du conseil d'administration.

Un **travail en ateliers** en juin et juillet par grands sous-ensembles du bassin, sous le co-pilotage conjoint des préfets de région et des présidents de commissions territoriales, représentant le comité de bassin.

Une **synthèse des contributions en septembre** : les livrables des ateliers territoriaux, les contributions complémentaires reçues du territoire (notamment initiatives pilotées par préfets) feront l'objet d'une synthèse pour le comité de bassin, finalisée par le comité de pilotage.

Un **comité de bassin élargi le 14 octobre** : les contributions seront débattues et enrichies en comité de bassin pour proposer un *cahier de solutions* au Comité National de l'Eau fin octobre.

MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE,
DE LA BIODIVERSITÉ,
DE LA FORÊT, DE LA MER
ET DE LA PÊCHE

Liberté
Égalité
Fraternité

Zoom sur le déroulé des ateliers

comité de bassin Loire-Bretagne

Pour mémoire, les ateliers se dérouleront le matin (à partir de 9h00 pour l'accueil café jusqu'à 12h30) :

18 juin : Redon 23 juin : Lempdes

1er juillet : Poitiers 2 juillet : Orléans 8 juillet : Angers

Zoom sur l'organisation de 5 ateliers dans les grands sous-bassins entre le 18 juin et le 8 juillet :

- Cible : entre 100 et 150 participants par atelier représentants la plus grande diversité possible des acteurs de l'eau à l'échelle du territoire concerné
- Livrable attendu : un « cahier des solutions » comprenant un ensemble de propositions concrètes émanant des acteurs eux-mêmes dans une approche ascendante
- Modalités :
  - Constitution de 4 sous-groupes de travail pour aborder 4 thématiques.
  - Dans chaque groupe, un témoignage d'un acteur du territoire d'une quinzaine de minutes permettra de lancer les réflexions.
  - Les propositions de solutions, les exemples inspirants issus des ateliers formeront le « cahier de solutions ».

MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE,
DE LA BIODIVERSITÉ,
DE LA FORÊT, DE LA MER
ET DE LA PÊCHE
Liberté
Égalité
Fraternité

comité de bassin
Loire-Bretagne

Pour information, l'après-midi des ateliers « Conférence de l'eau dans les territoires » :

Séance de travail avec **les commissions locales de l'eau** (présidents et vice-présidents) sur le sujet « subsidiarité dans le Sdage »

Séance ouverte aux membres des **commissions territoriales** du comité de bassin

MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE,
DE LA BIODIVERSITÉ,
DE LA FORÊT, DE LA MER
ET DE LA PÊCHE
Liberté
Égalité
Fraternité

Contexte et actualités sur 4 thématiques stratégiques

comité de bassin Loire-Bretagne

- Quel partage de la ressource, et comment prévenir et résoudre les conflits d'usages avec une anticipation des tensions qui vont augmenter en lien avec le changement climatique? **(AELB – Alain Sappey)**

- Comment parvenir à la réduction des pollutions, en passant d'une logique curative à une démarche préventive dans les suites du lancement de la feuille de route captage? **(ARS et DREAL – Claire Janin, Hervé Brulé)**

- Quelles évolutions apporter à la gouvernance de la gestion de l'eau? **(AELB, Valéry Morard)**

- Comment assurer le financement de la politique de l'eau, en réaffirmant les principes essentiels (pollueur-payeur / solidarité de bassin)? **(AELB, Hervé Gilliard)**

Module QR ouvert : posez vos questions, nous les capitaliserons et vous transmettrons les éléments de réponse soit à l'issue du webinaire, soit pendant le webinaire si possible

MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE,
DE LA BIODIVERSITÉ,
DE LA FORÊT, DE LA MER
ET DE LA PÊCHE
Liberté
Égalité
Fraternité

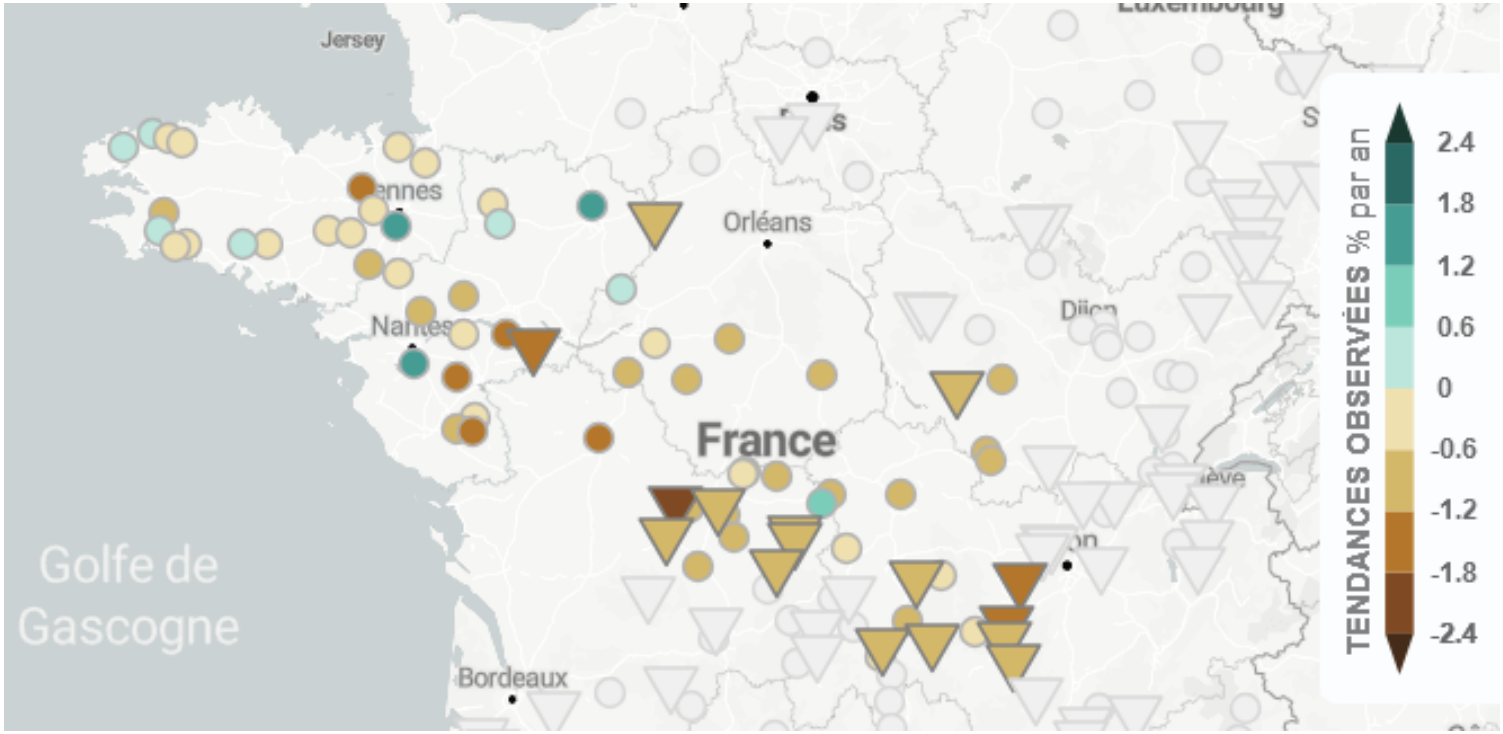
comité de bassin
Loire-Bretagne

Quel partage de la ressource, et comment prévenir et résoudre les conflits d'usages avec une anticipation des tensions qui vont augmenter en lien avec le changement climatique ?

MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE,
DE LA BIODIVERSITÉ,
DE LA FORÊT, DE LA MER
ET DE LA PÊCHE

Rappel de l'impact du dérèglement climatique sur le bassin, ce qui est observé…

Observation des tendances passées sur des stations faiblement influencées : MAKAHO (inrae.fr)



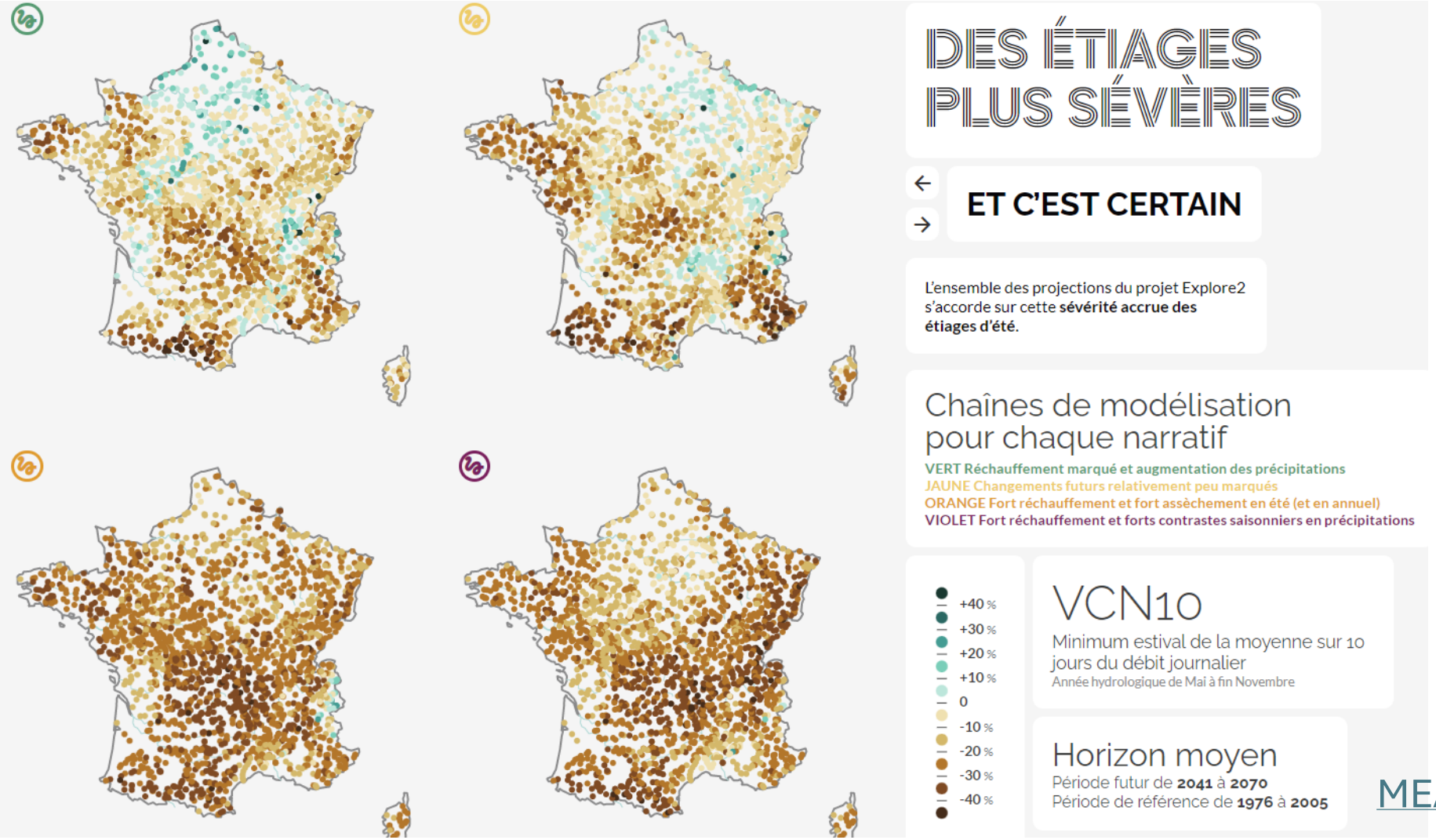
- QMNA = le débit mensuel minimum d'une année
- Période récente : 1975-2024 représentative de l'**impact du dérèglement climatique**
- Tendance à la baisse plus marquée à l'amont du bassin

MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE,
DE LA BIODIVERSITÉ,
DE LA FORÊT, DE LA MER
ET DE LA PÊCHE

Liberté
Égalité
Fraternité

Rappel de l'impact du dérèglement climatique sur le bassin, ce qui est observé…

comité de bassin Loire-Bretagne

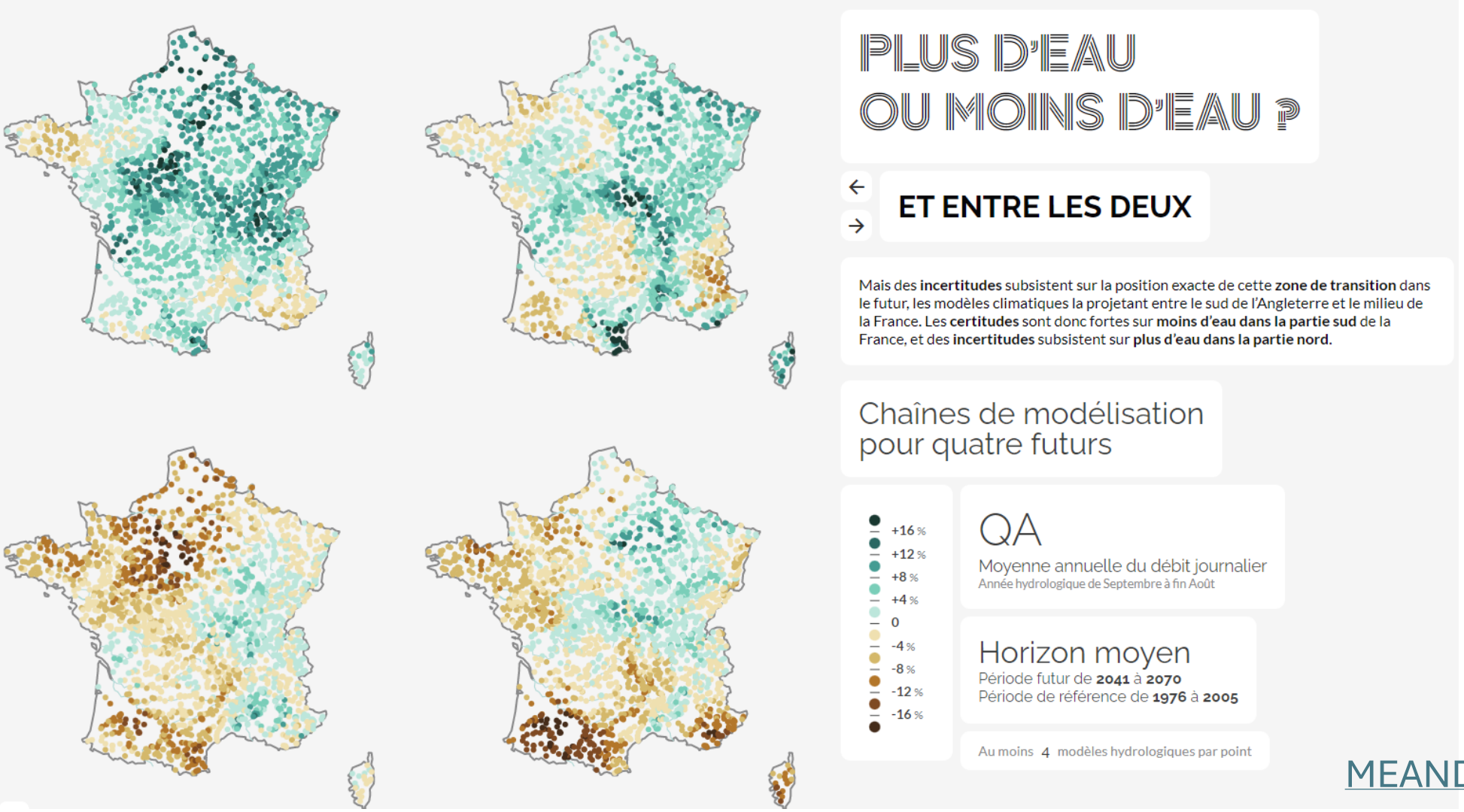


MEANDRE (inrae.fr)

MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE,
DE LA BIODIVERSITÉ,
DE LA FORÊT, DE LA MER
ET DE LA PÊCHE
Liberté
Égalité
Fraternité

Rappel de l'impact du dérèglement climatique sur le bassin, ce qui est observé…

comité de bassin Loire-Bretagne



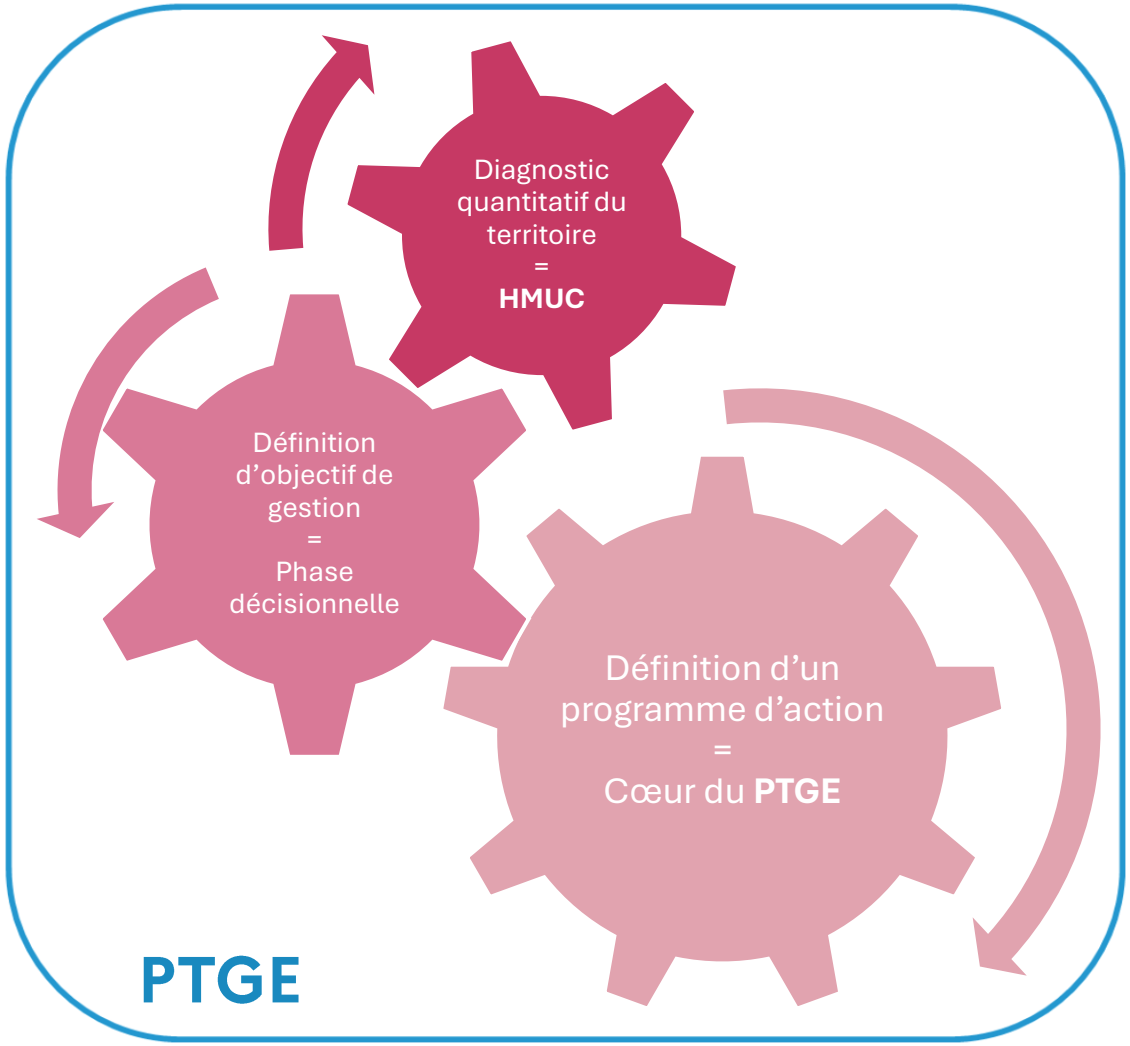
MEANDRE (inrae.fr)

MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE,
DE LA BIODIVERSITÉ,
DE LA FORÊT, DE LA MER
ET DE LA PÊCHE
Liberté
Égalité
Fraternité

HMUC : un outil Loire Bretagne intégré à la stratégie de gestion quantitative du bassin

comité de bassin Loire-Bretagne

- Un **objectif partagé** : réduire les déficits quantitatifs existants et prévenir leur apparition dans un contexte de dérèglement climatique
- Réduire la pression quantitative en définissant **des volumes prélevables en basses eaux** sur les territoires en déficit ou susceptible de l'être
- Atteindre les objectifs en **engageant des programmes d'actions**

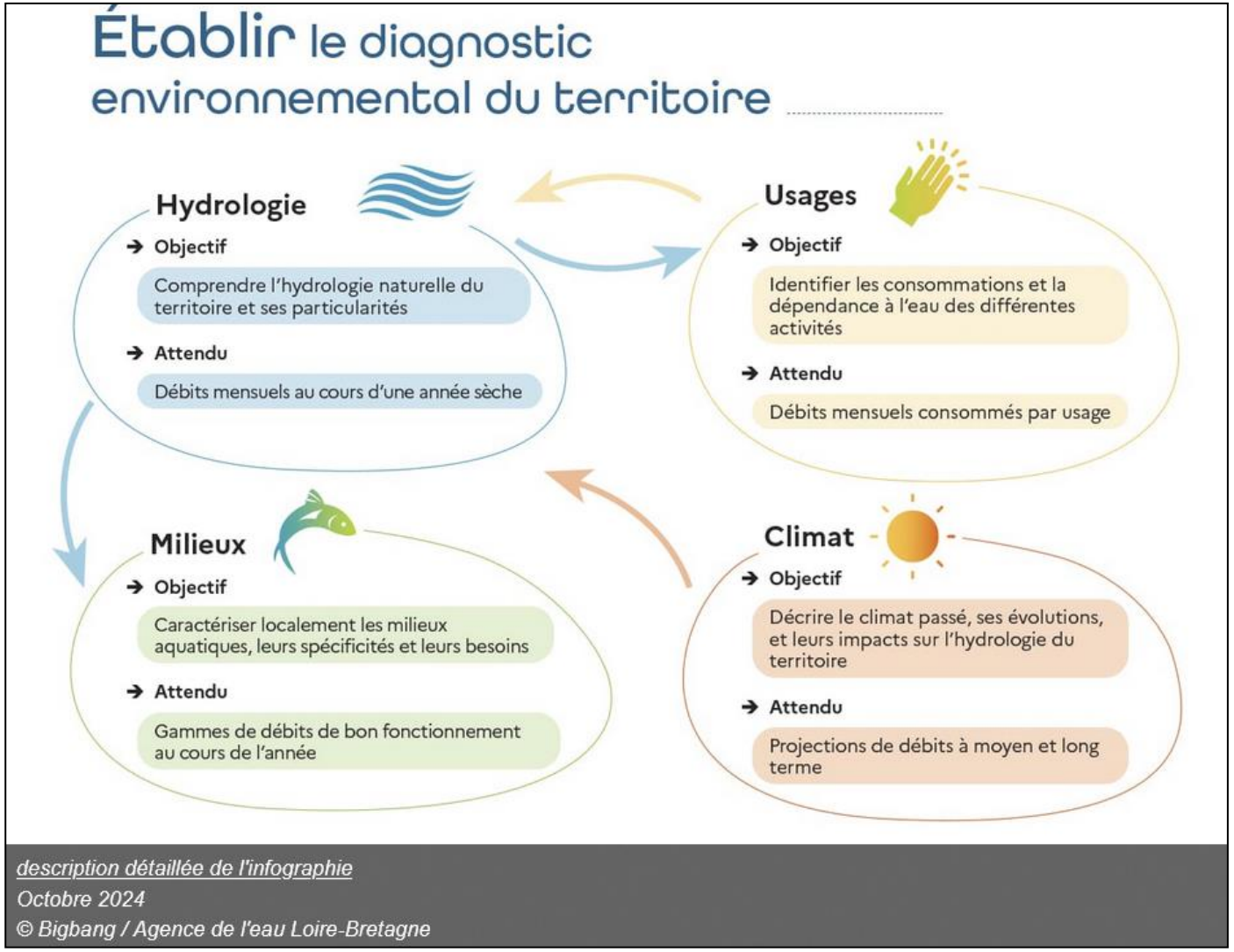


MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE,
DE LA BIODIVERSITÉ,
DE LA FORÊT, DE LA MER
ET DE LA PÊCHE

Liberté
Égalité
Fraternité

HMUC : un outil Loire Bretagne intégré à la stratégie de gestion quantitative du bassin

comité de bassin Loire-Bretagne



description détaillée de l'infographie

Octobre 2024

© Bigbang / Agence de l'eau Loire-Bretagne

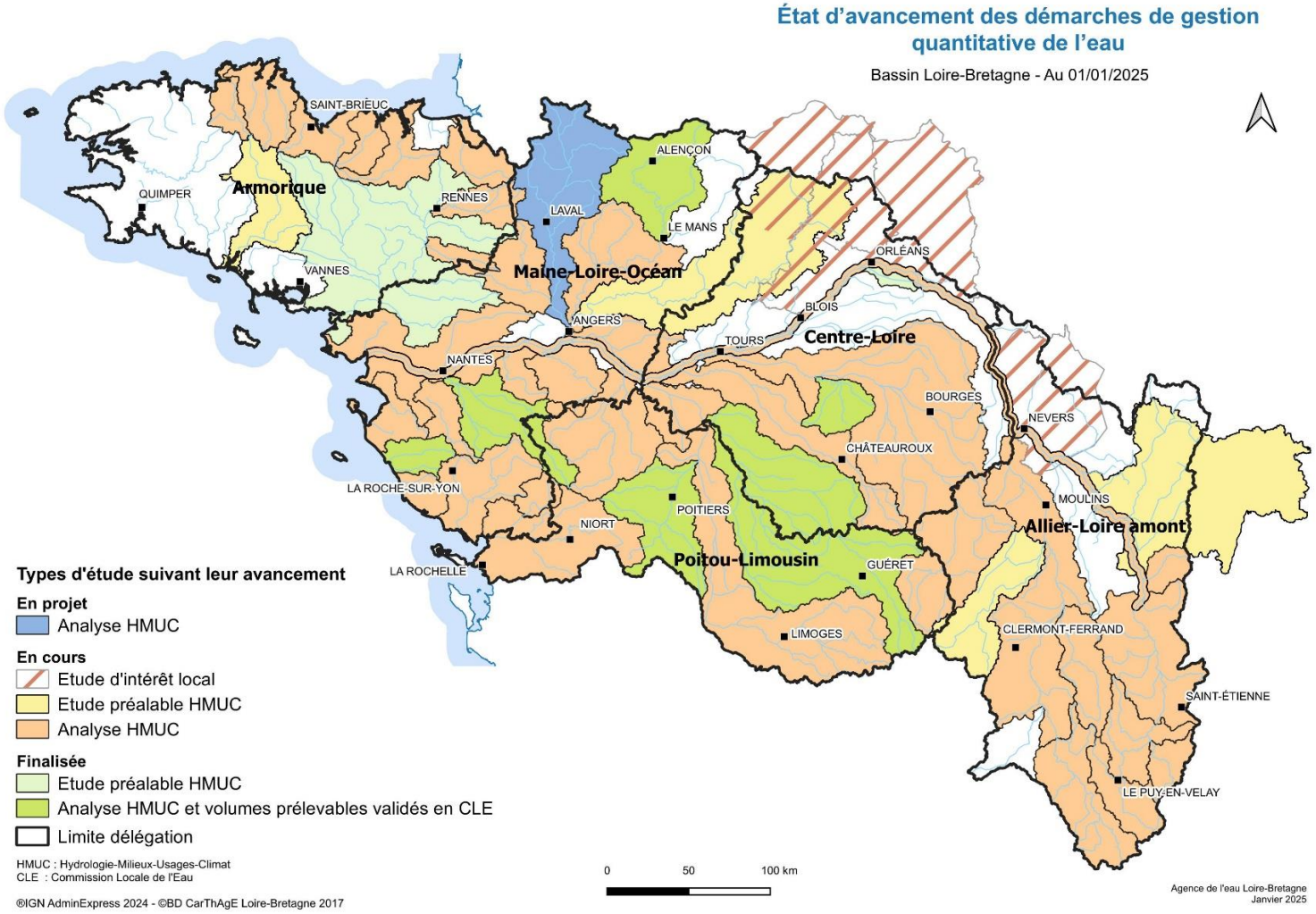
MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE,
DE LA BIODIVERSITÉ,
DE LA FORÊT, DE LA MER
ET DE LA PÊCHE

Liberté
Égalité
Fraternité

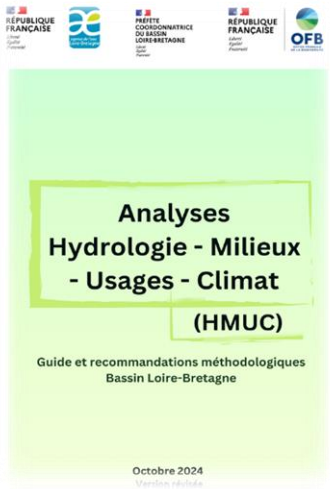
Avancement des HMUC Loire Bretagne au 1er janvier 2025

comité de bassin Loire-Bretagne

- 35 études en cours
- Couverture des objectifs bassin : 100% ZRE et 100% des territoires en 7B3
- Une phase diagnostic terminée pour 22 études sur 35
- Des plages de débits objectifs validées pour 12 études
- Des volumes prélevables validés en CLE sur 6 territoires



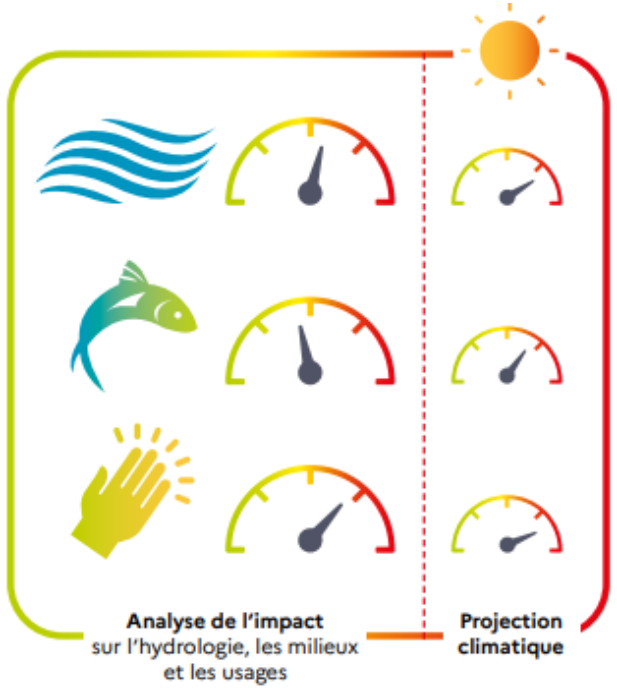
Avancement des HMUC Loire Bretagne au 1er janvier 2025



- La version du guide HMUC révisée par le secrétariat technique de bassin disponible depuis octobre 2024
- Page dédiée sur le site Sdage et Sage, plaquette d'information

Du diagnostic à la définition des objectifs de gestion
« passer du relatif à l'absolu » avec l'analyse multicritères

- 18 études intègrent un volet hivernal
- 12 études prévoient d'intégrer des indicateurs socio-économiques



MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE,
DE LA BIODIVERSITÉ,
DE LA FORÊT, DE LA MER
ET DE LA PÊCHE
Liberté
Égalité
Fraternité

Trajectoire de réchauffement de référence pour l'adaptation au changement climatique (TRACC)

comité de bassin Loire-Bretagne

« […] il est proposé que la trajectoire de réchauffement de référence pour l'adaptation de la France soit basée sur l'hypothèse plus pessimiste. Il s'agirait ainsi de s'adapter progressivement à un niveau de réchauffement mondial de 1,5 °C en 2030, 2 °C en 2050 et 3 °C en 2100 par rapport à l'ère pré-industrielle, **soit un niveau de réchauffement France métropolitaine d'environ 2 °C en 2030, 2,7 °C en 2050 et 4 °C en 2100**. »

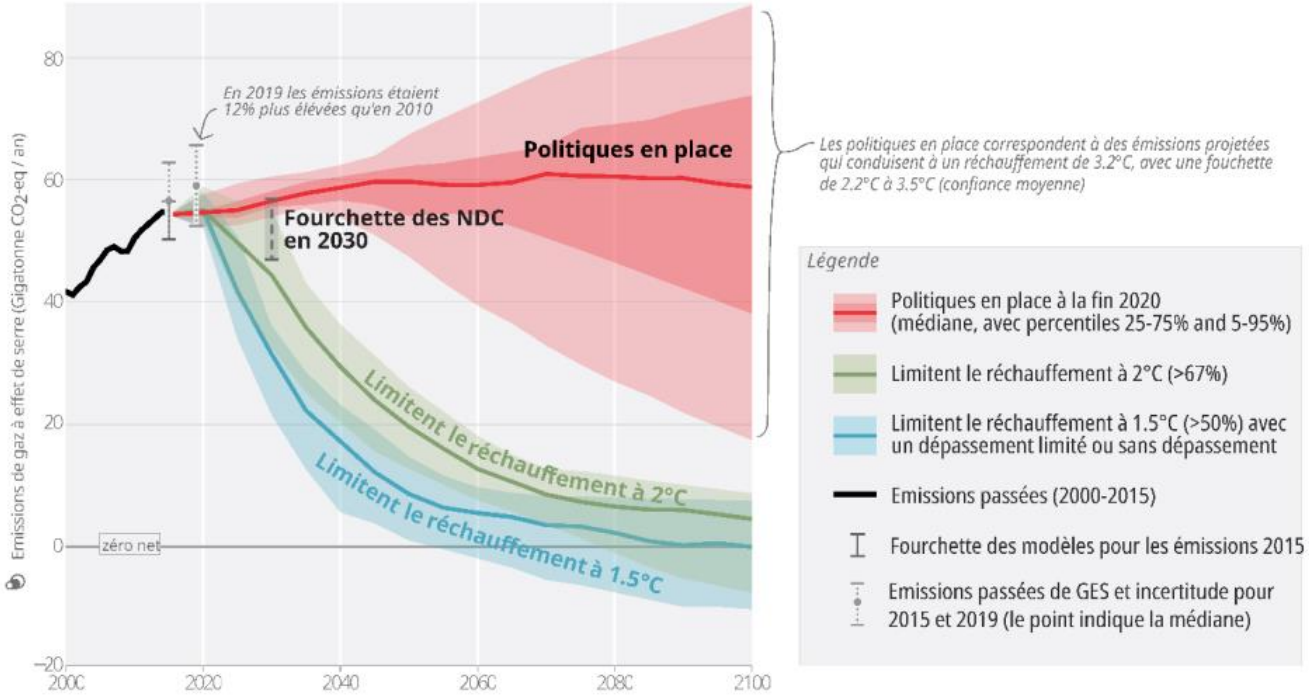


Figure adaptée de la Figure 5 du résumé pour décideurs du Rapport de Synthèse du GIEC (IPCC, 2023). La fourchette des émissions NDC en 2030 correspond aux engagements des Etats pris avant octobre 2021. Les émissions estimées en 2021 et 2022 n'ont pas été évaluées par le GIEC. D'après plusieurs sources, elles ont retrouvé des niveaux équivalents à ceux de 2019 après la baisse d'environ 5% observée en 2020 durant le pic de la crise sanitaire liée au COVID-19.

MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE,
DE LA BIODIVERSITÉ,
DE LA FORÊT, DE LA MER
ET DE LA PÊCHE
Liberté
Égalité
Fraternité

Trajectoire de réchauffement de référence pour l'adaptation au changement climatique (TRACC)

comité de bassin Loire-Bretagne

Chantier n°1 : évolution des référentiels	Faire évoluer, pour tenir compte du climat futur, l'ensemble des référentiels, normes et réglementations techniques qui ont une composante climatique (bâtiment, urbanisme, transports, production et transport d'énergie, réseaux et infrastructures, prévention des risques naturels)
Chantier n°2 : accompagner l'adaptation des collectivités territoriales	Etudes de vulnérabilités préalables à l'élaboration de ces documents devront prendre la TRACC comme hypothèse d'entrée d'évolution du climat (SRADDET, PCAET, SCoT…)
Chantier n°3 : accompagner l'adaptation de l'activité économique, en commençant par les secteurs les plus concernés	Etudes de vulnérabilité préalables, plan d'adaptation, avec prise en compte des conséquences indirectes/éloignées, sur les chaînes d'approvisionnement, etc.
Chantier transversal : résilience de la biodiversité	La mise en œuvre de la TRACC, en particulier pour les trois chantiers précités : attention particulière à la préservation des écosystèmes et de la biodiversité, source de solutions pour limiter les effets du changement climatique

MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE,
DE LA BIODIVERSITÉ,
DE LA FORÊT, DE LA MER
ET DE LA PÊCHE
Liberté
Égalité
Fraternité

comité de bassin
Loire-Bretagne

Comment parvenir à la réduction des pollutions, en passant d'une logique curative à une démarche préventive dans les suites du lancement de la feuille de route captage?

MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE,
DE LA BIODIVERSITÉ,
DE LA FORÊT, DE LA MER
ET DE LA PÊCHE
Liberté
Égalité
Fraternité

comité de bassin
Loire-Bretagne

Hervé BRULÉ,

Directeur de la DREAL Centre-Val de Loire,

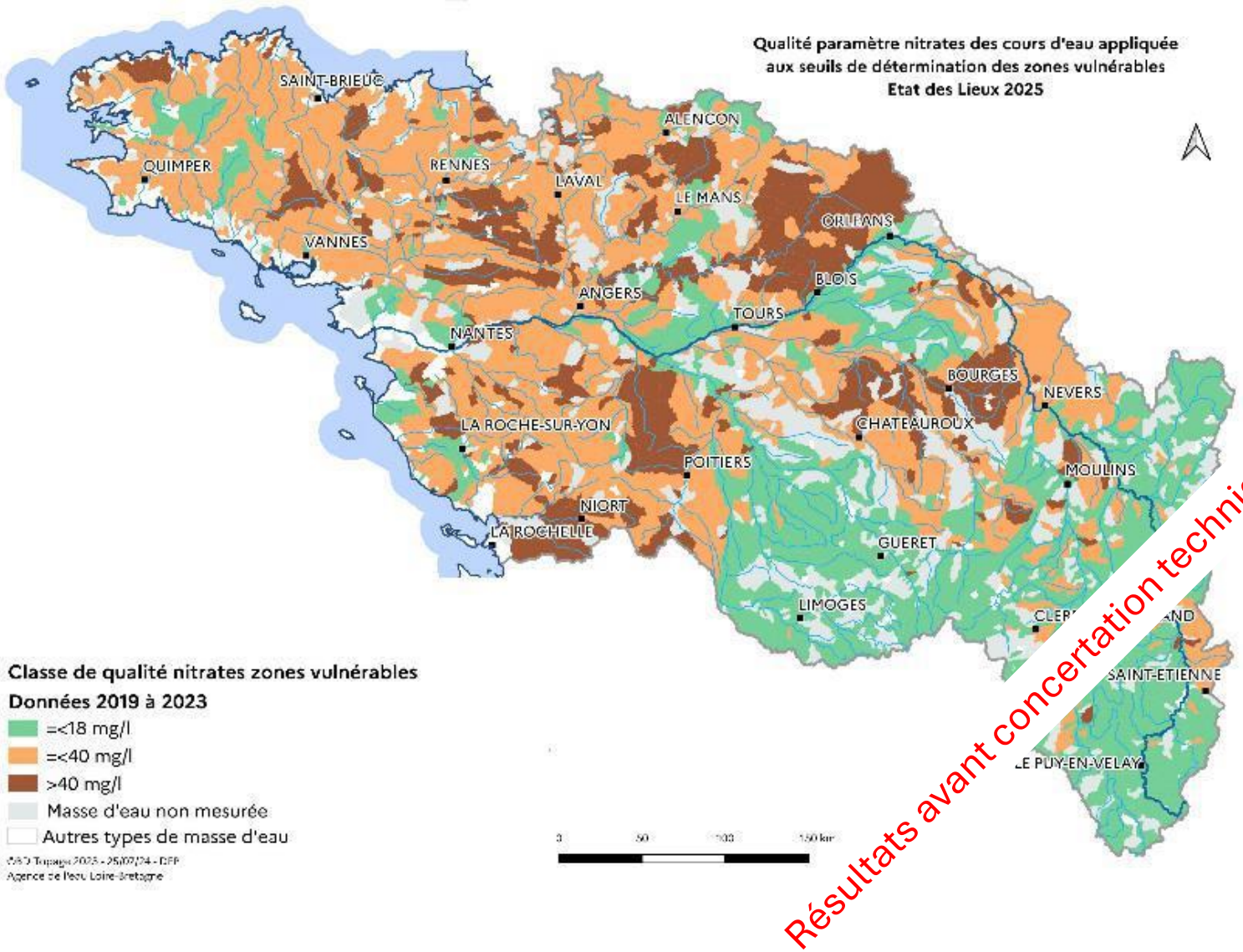
DREAL de bassin

MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE,
DE LA BIODIVERSITÉ,
DE LA FORÊT, DE LA MER
ET DE LA PÊCHE

Liberté
Égalité
Fraternité

Cours d'eau - Nitrates

comité de bassin Loire-Bretagne



Résultats avant concertation technique

18 mg/l : seuil fixé au niveau national vis-à-vis du risque d'eutrophisation

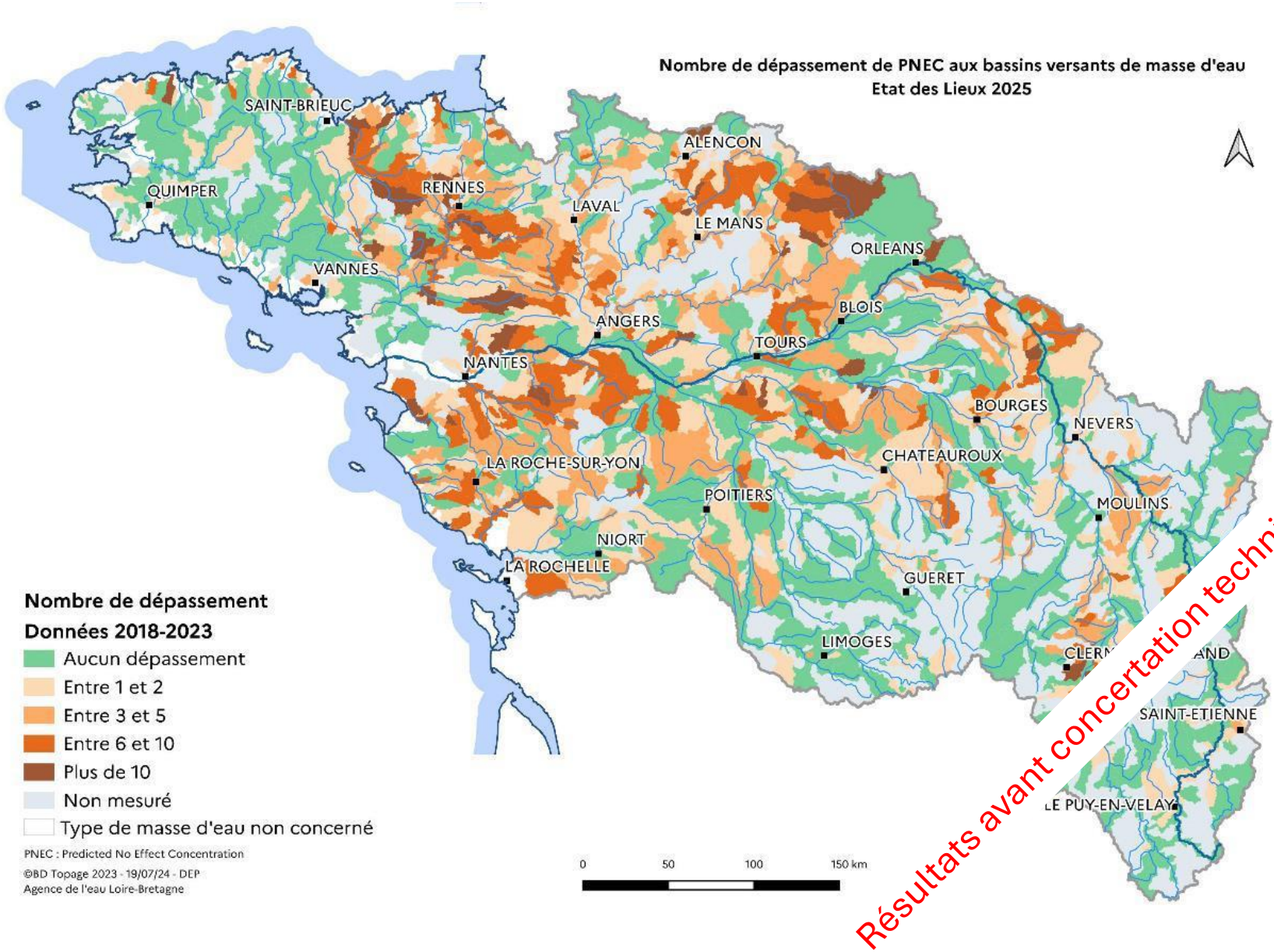
65 % des cours d'eau > seuil de 18mg/l

MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE,
DE LA BIODIVERSITÉ,
DE LA FORÊT, DE LA MER
ET DE LA PÊCHE

Liberté
Égalité
Fraternité

comité de bassin Loire-Bretagne

Cours d'eau - Pesticides



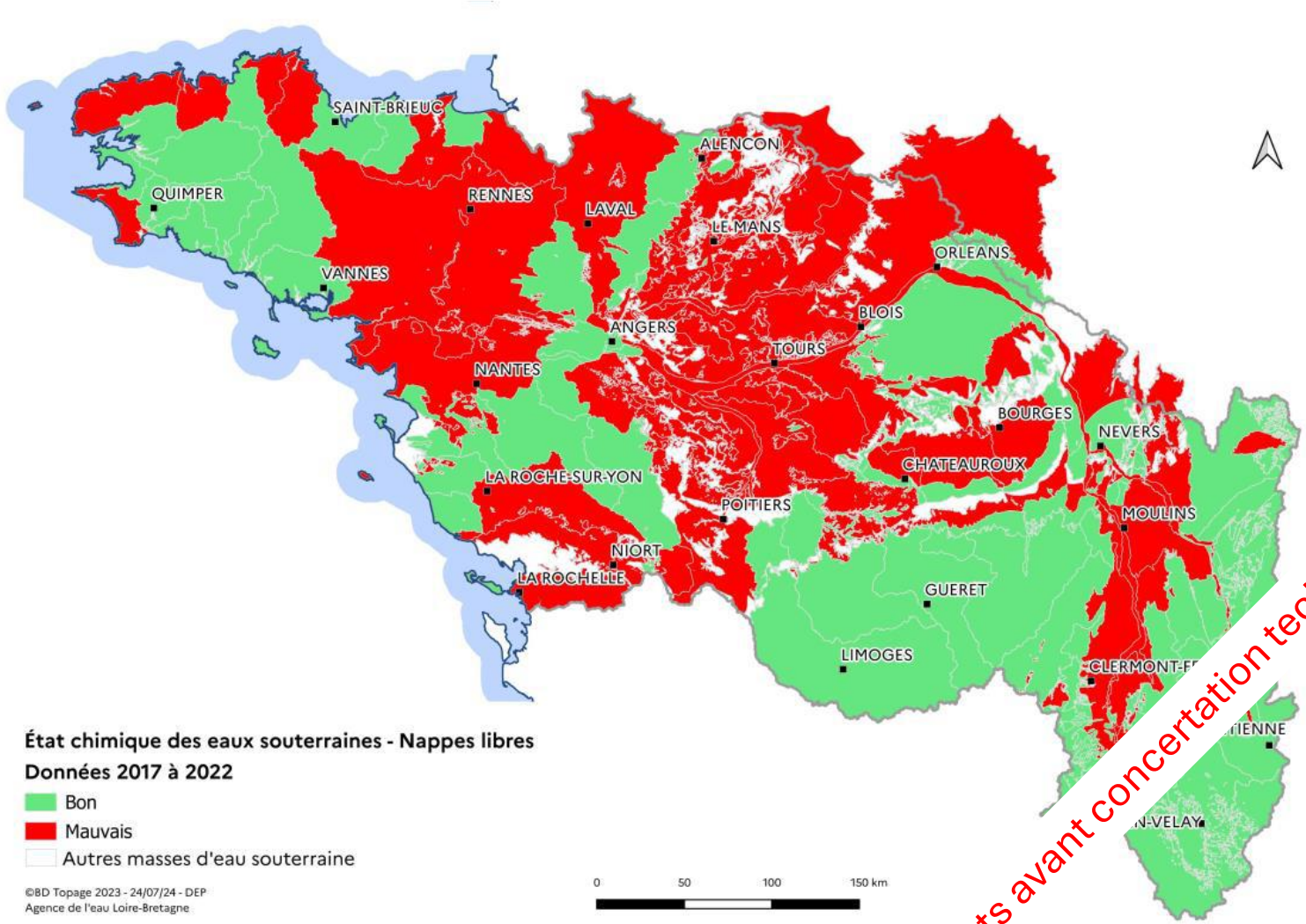
Résultats avant concertation technique

31% des masses d'eau mesurées ont au moins 3 dépassements

MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE,
DE LA BIODIVERSITÉ,
DE LA FORÊT, DE LA MER
ET DE LA PÊCHE

Eaux souterraines – Nitrates & pesticides

comité de bassin Loire-Bretagne



43% des masses d'eau sont en mauvais état chimique (soit 62 masses d'eau)

- 9 masses d'eau sont déclassées à cause des nitrates seuls
  29 masses d'eau sont déclassées à cause des nitrates et des pesticides
- 24 masses d'eau sont déclassées à cause des pesticides seuls

Résultats avant concertation technique

MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE, DE LA BIODIVERSITÉ, DE LA FORÊT, DE LA MER ET DE LA PÊCHE

Etat de la ressource en eau utilisée pour la production d'eau brute *(données France entière)*

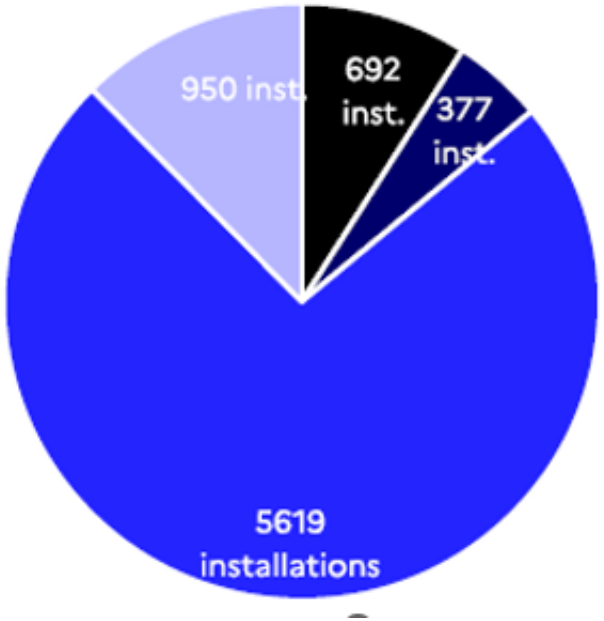
comité de bassin Loire-Bretagne

Pour 1/3 des installations de production d'eau potable (7638) la qualité de la ressource est proche ou dépasse les limites de qualité au robinet (LQ)

>80% LQ au robinet

>LQ au robinet : eau non conforme si non traitée

>LQ au point de prélèvement (ressource) : non compatible avec usage eau potable

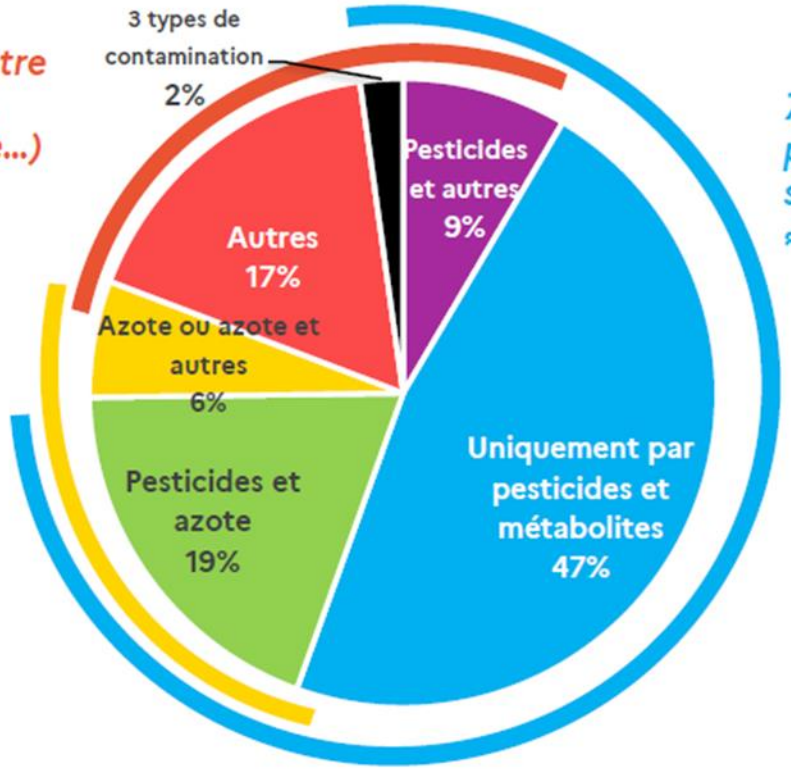


88% de ces installations dépassent le seuil de qualité au robinet : il est nécessaire de mettre en place des mesures curatives pour consommer l'eau

Etat de la ressource en eau utilisée pour la production d'eau brute *(données France entière) – répartition selon les causes*

28% à cause d'un autre paramètre (chrome, HAP, arsenic, brome…) ≈ 2140 installations

27 % à cause de nitrates ≈2098 installations



77% à cause d'un pesticides ou un de ses métabolites ≈5880 installations

Pour > 26 % de ces installations, au moins un dépassement est liée à un pesticide toujours utilisé*

92% des dépassements *des pesticides ou métabolites (substance individuelle)* ***concernent un herbicide*** *

* le paramètre « somme des pesticides », principale cause de dépassement est exclu de ce pourcentage

MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE,
DE LA BIODIVERSITÉ,
DE LA FORÊT, DE LA MER
ET DE LA PÊCHE
Liberté
Égalité
Fraternité

Outils pour protéger la ressource

comité de bassin Loire-Bretagne

Surveillance et gouvernance :

- suivi de la qualité de l'eau au titre de la santé ou de l'environnement,
- nouvelles responsabilités des collectivités en charge de la distribution d'eau

Changement de pratiques :

- diversification des cultures, réduction des intrants, couvertures des sols, bio…

Outils réglementaires :

- réglementation relative à la lutte contre la pollution par les nitrates d'origine agricole,
- limitation voire interdiction de l'usage de certains produits phytosanitaires,
- mise en place de mesures volontaires puis éventuellement obligatoires sur les aires d'alimentation de captages
- Possibilité pour les schémas d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) de renforcer la réglementation.

Stratégie foncière y compris via acquisition foncière

Différents outils à déployer dans le cadre de stratégies locales associant l'ensemble des acteurs locaux

plans d'actions sur les aires d'alimentation de captages, SAGE, accords de territoires de l'agence de l'eau, projets alimentaires territoriaux…

MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE,
DE LA BIODIVERSITÉ,
DE LA FORÊT, DE LA MER
ET DE LA PÊCHE
Liberté
Égalité
Fraternité

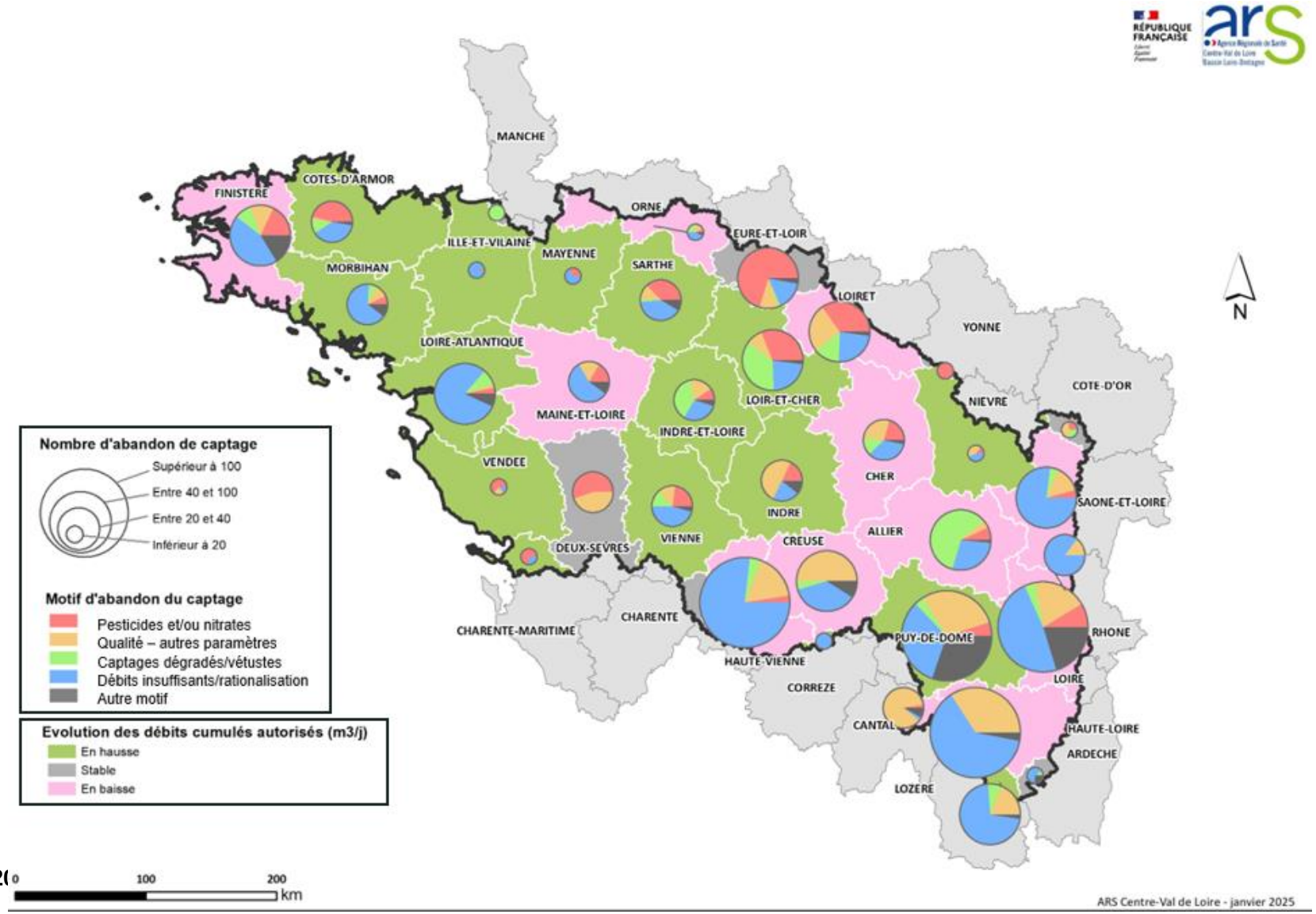
comité de bassin
Loire-Bretagne

Claire JANIN,

Coordinatrice des ARS du bassin Loire Bretagne

ARS Centre-Val de Loire

Motifs d'abandon de captages d'eau potable et évolution des débits cumulés autorisés sur la période 2004-2023 par département sur le périmètre du bassin Loire-Bretagne



1/6 captage abandonné pour des problèmes de pollution diffuse (nitrates et/ou pesticides)

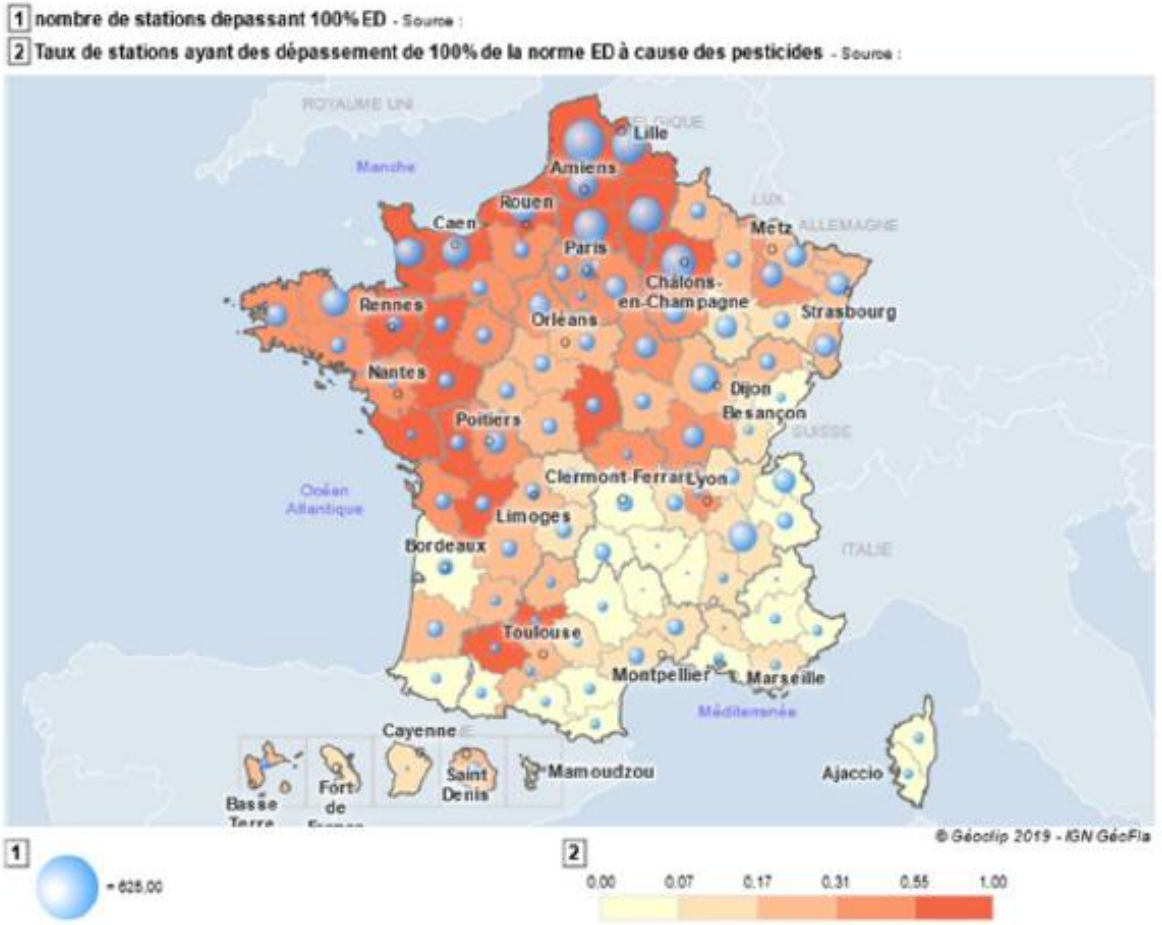
MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE,
DE LA BIODIVERSITÉ,
DE LA FORÊT, DE LA MER
ET DE LA PÊCHE
Liberté
Égalité
Fraternité

Chiffres clefs – France métropolitaine

comité de bassin Loire-Bretagne

Localisation des 7 638 installations recensées
(>80% LQ au robinet)

Nombre d'installations dépassant au moins une fois les normes de qualité au robinet et pourcentage de stations contaminées par les pesticides



63% des installations sont situées dans la moitié nord de la France

MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE,
DE LA BIODIVERSITÉ,
DE LA FORÊT, DE LA MER
ET DE LA PÊCHE
Liberté
Égalité
Fraternité

Contentieux européen nitrates

comité de bassin Loire-Bretagne

Saisie du 24/02/2025 de la Cour de justice de l'Union européenne d'un recours contre la France pour non-respect de la concentration maximale de nitrates dans l'eau potable visant 107 unités de distribution (UDI) au niveau national, dont **16 sur le bassin Loire-Bretagne**

La France a produit un mémoire en défense dans un délai de 2 mois et 10 jours. La CE pourra, à l'issue de la procédure, prononcer une sanction pécuniaire.

Plusieurs situations résolues à ce jour par la **mise en œuvre de mesures curatives** (coût très élevé).

Point de vigilance : de nouvelles non-conformités en nitrates sont apparues.

MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE,
DE LA BIODIVERSITÉ,
DE LA FORÊT, DE LA MER
ET DE LA PÊCHE

Liberté
Égalité
Fraternité

Prévenir de nouveaux contentieux liés à la qualité de l'eau potable

comité de bassin Loire-Bretagne

- **La dérogation : un outil réglementaire pour encadrer la gestion des non-conformités récurrentes** en eau distribuée (nitrates ou pesticides) (article R1321-31 du CSP) :

1. *Une **nouvelle ressource** est utilisée pour la production d'eau*
2. *Une **nouvelle source de pollution** est détectée dans la zone de captage utilisée, ou des paramètres chimiques ont fait l'objet d'une recherche récente ou d'une détection récente*
3. *Une **situation imprévue et exceptionnelle** est survenue concernant une ressource déjà utilisée et pouvant conduire à des dépassements temporaires faibles des limites de qualité*

⇒ Dérogation valable **3 ans**, renouvelable une seule fois

⇒ Plan d'actions comportant obligatoirement des mesures correctives, qui peuvent être des mesures préventives et/ou curatives)

- **Mais un outil présentant des limites :**
  - Une approche limitée dans le temps
  - Des plans d'action tournés essentiellement vers le curatif (délai maximum de 6 ans souvent non compatible avec efficacité visible des mesures préventives)
  - Un besoin de stratégie partagée, durable et ambitieuse de préservation de la ressource en eau
- **La mise en demeure :**
  - Un levier à activer plus précocement pour responsabiliser les acteurs

MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE,
DE LA BIODIVERSITÉ,
DE LA FORÊT, DE LA MER
ET DE LA PÊCHE
Liberté
Égalité
Fraternité

Sécuriser l'alimentation en eau potable : les plans de gestion de la sécurité sanitaire des eaux - PGSSE

comité de bassin Loire-Bretagne

- Règlementaires depuis janvier 2023 avec des exigences à échéance 07/2027 (ressource) et 01/2029 (production/distribution)

- plus spécifiquement pour la ressource dans les grands plans nationaux

MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE,
DE LA BIODIVERSITÉ,
DE LA FORÊT, DE LA MER
ET DE LA PÊCHE
Liberté
Égalité
Fraternité

comité de bassin
Loire-Bretagne

Quelles évolutions apporter à la gouvernance de l'eau ?

MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE,
DE LA BIODIVERSITÉ,
DE LA FORÊT, DE LA MER
ET DE LA PÊCHE
Liberté
Égalité
Fraternité

comité de bassin
Loire-Bretagne

Rappel Plan eau 2023

"inclure l'ensemble des acteurs autour d'une gouvernance ouverte, plus efficace et plus lisible"

MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE,
DE LA BIODIVERSITÉ,
DE LA FORÊT, DE LA MER
ET DE LA PÊCHE
Liberté
Égalité
Fraternité

Des échelles et des acteurs diversifiés

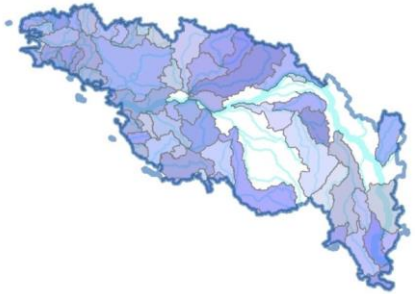
comité de bassin Loire-Bretagne

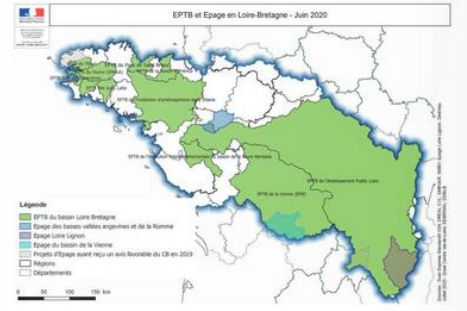
Comité de bassin (190)

Préfet de bassin

15 établissements publics territoriaux de bassin

Agence de l'eau



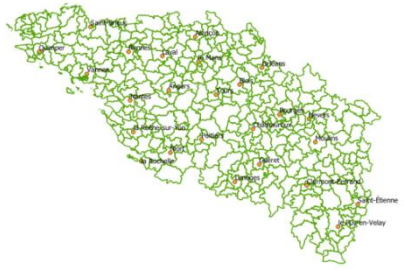


Gouvernance hydrographique

57 commissions locales de l'eau

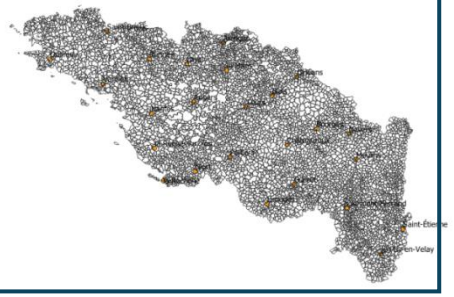
6 régions

36 départements



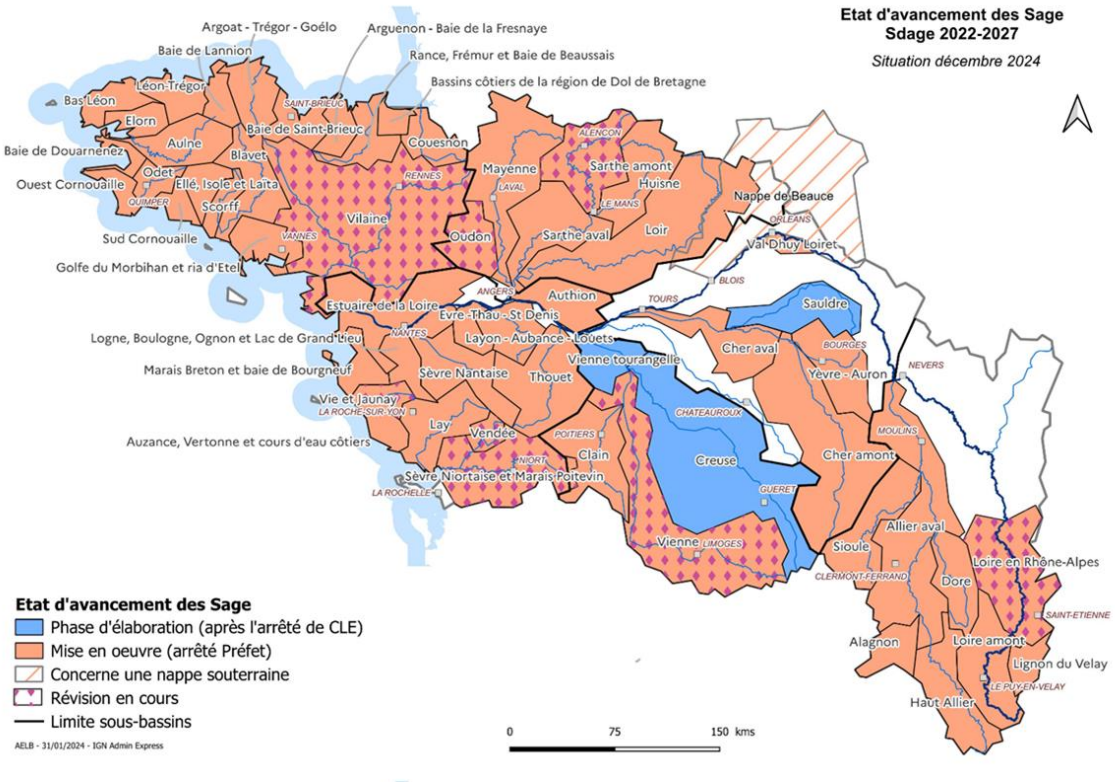
335 groupements inter-communaux

6781 communes
336 EPCI



Gouvernance administrative et politique

Carte des Sage (87% du territoire couvert)



MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE,
DE LA BIODIVERSITÉ,
DE LA FORÊT, DE LA MER
ET DE LA PÊCHE

Liberté
Égalité
Fraternité

Gouvernance de l'eau : quelques exemples de questions posées

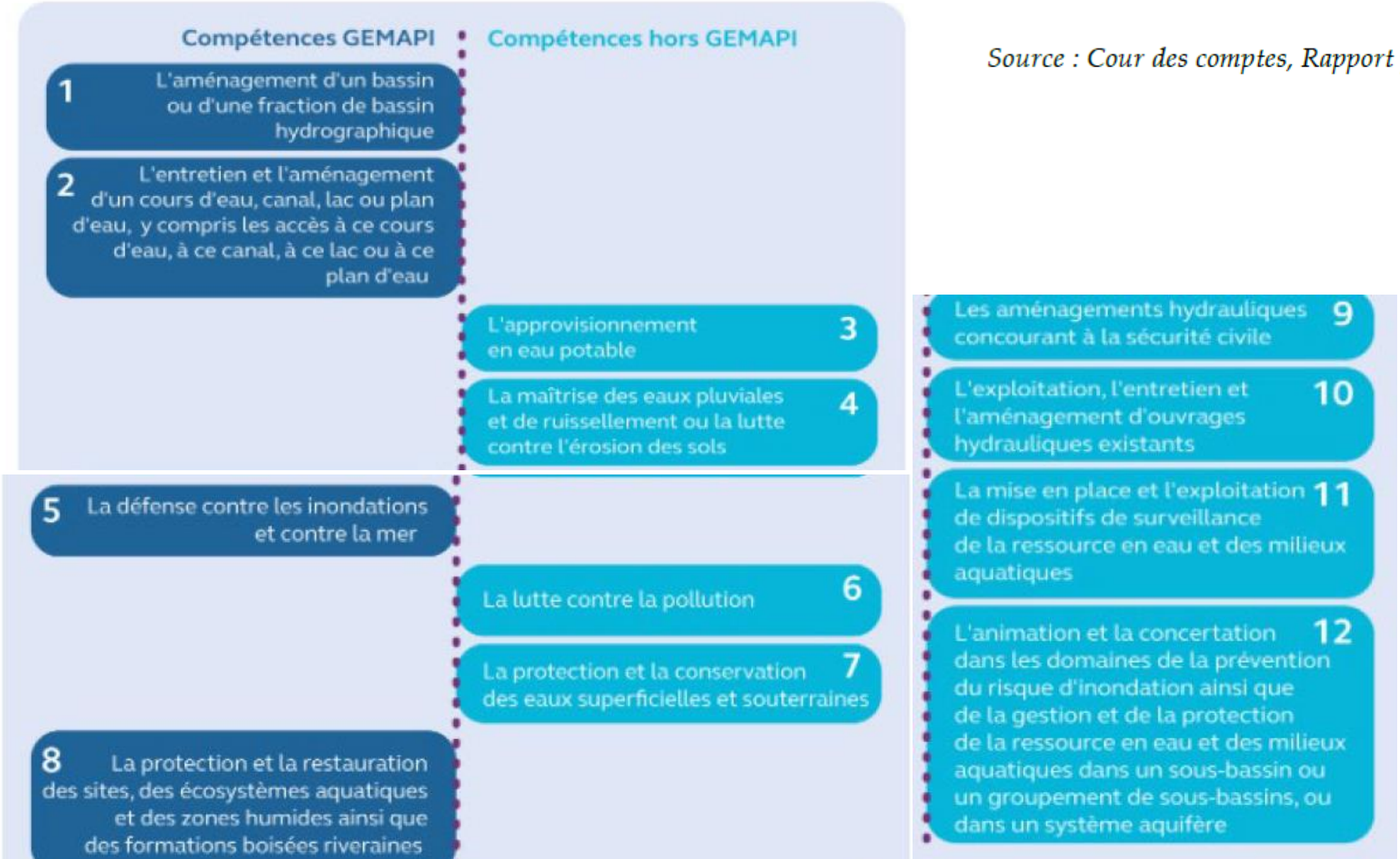
comité de bassin Loire-Bretagne

- La gouvernance actuelle de l'eau "ancienne et robuste", réinterrogée par l'enjeu quantitatif; des conflits d'usage
- Quels leviers de gouvernance face à la pression financière sur le petit cycle
- Un manque de lisibilité de la gouvernance de l'eau à l'échelon territorial (l'accusation récurrente de "millefeuilles"
- La bonne échelle de compétence pour la bonne échelle de gestion ("*qui fait quoi à quelle échelle avec quel plan de financement*" – Cercle Français de l'Eau)
- Capacité du comité de bassin à jouer ce rôle de "Parlement de l'eau" sur lequel il est attendu
- Poursuivre le développement des CLE en minimisant les freins à leur généralisation (renforcer la structuration par sous-bassin)
- Leviers/freins pour l'implication des acteurs de l'eau (en particulier collectivités locales) dans la gouvernance de l'eau
- Articulation avec les documents d'urbanisme
- (...)

MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE,
DE LA BIODIVERSITÉ,
DE LA FORÊT, DE LA MER
ET DE LA PÊCHE
Liberté
Égalité
Fraternité

Répartition des missions du grand cycle de l'eau prévue par l'article L. 211-7 du code de l'environnement

comité de bassin Loire-Bretagne



Source : Cour des comptes, Rapport public annuel 2023

MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE,
DE LA BIODIVERSITÉ,
DE LA FORÊT, DE LA MER
ET DE LA PÊCHE
Liberté
Égalité
Fraternité

comité de bassin
Loire-Bretagne

Le financement de la politique de l'eau, en réaffirmant les principes essentiels (pollueur payeur / solidarité de bassin) et le prix de l'eau

MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE,
DE LA BIODIVERSITÉ,
DE LA FORÊT, DE LA MER
ET DE LA PÊCHE
Liberté
Égalité
Fraternité

comité de bassin Loire-Bretagne

Préambule

Présentation construite sur la base d'éléments de synthèse issus du rapport d'étude ***« Panorama du financement global de la politique de l'eau en France métropolitaine », Cercle Français de l'Eau, novembre 2024***

MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE,
DE LA BIODIVERSITÉ,
DE LA FORÊT, DE LA MER
ET DE LA PÊCHE
Liberté
Égalité
Fraternité

Des financements pour répondre à des enjeux majeurs…

comité de bassin Loire-Bretagne

- RÉDUCTION DES POLLUTIONS DE TOUTES ORIGINES ET PAR TEMPS DE PLUIE
- PRÉVENTION ET GESTION DU RISQUE INONDATION
- ACCÈS ET QUALITÉ DE L'EAU À DESTINATION DE LA CONSOMMATION HUMAINE
- PRÉSERVATION DE LA RESSOURCE EN EAU : GESTION, PARTAGE ET ACTIONS DE SOBRIÉTÉ
- RESTAURATION DES MILIEUX AQUATIQUES ET HUMIDES, DE LEUR FONCTIONNEMENT NATUREL ET DE LA BIODIVERSITÉ AQUATIQUE
- ACTIONS DE CONNAISSANCE, DE PLANIFICATION, DE GOUVERNANCE ET DE FONCTIONNEMENT

… reliés à des obligations communautaires

Directive Cadre sur l'Eau 2000/60/CE

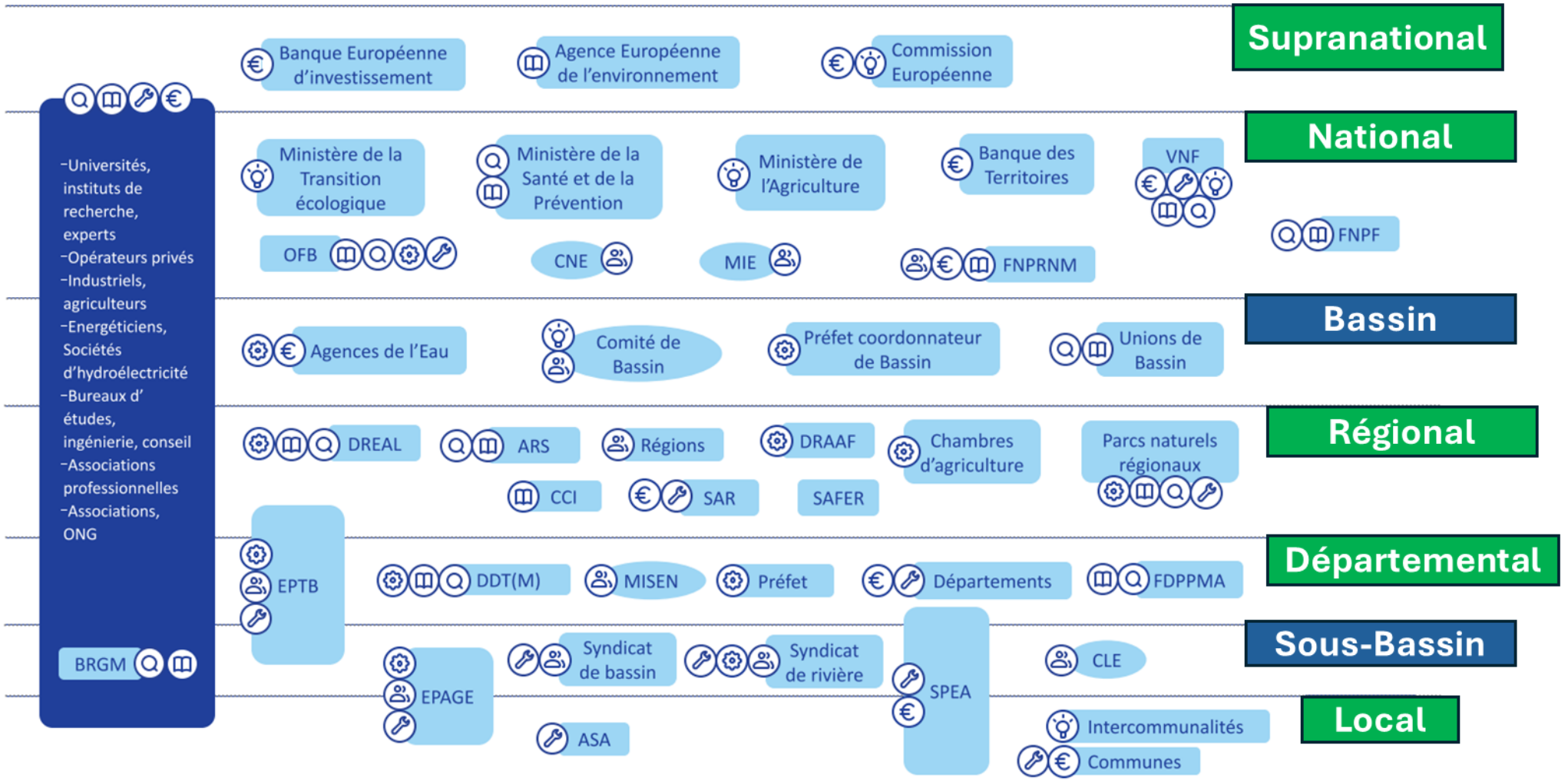
- DIRECTIVE INONDATIONS
- DIRECTIVE EAUX RÉSIDUAIRES URBAINES
- DIRECTIVE NITRATES 91/676/CE
- DIRECTIVE EAUX DE BAIGNADE
- DIRECTIVE EAU POTABLE 2020/2184
- DIRECTIVE EAU POTABLE 2020/2184

MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE,
DE LA BIODIVERSITÉ,
DE LA FORÊT, DE LA MER
ET DE LA PÊCHE
Liberté
Égalité
Fraternité

Un grand nombre d'acteurs, à différents niveaux géographiques, avec une imbrication entre périmètres hydrographiques, politiques et administratifs

comité de bassin Loire-Bretagne

FIG. 4 **CARTE INSTITUTIONNELLE DES ACTEURS AYANT UN RÔLE/UNE RESPONSABILITÉ DANS LA POLITIQUE DE L'EAU EN FRANCE, NOMENCLATURE OCDE**



MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE,
DE LA BIODIVERSITÉ,
DE LA FORÊT, DE LA MER
ET DE LA PÊCHE
Liberté
Égalité
Fraternité

Les acteurs – financeurs de la politique de l'eau

Quelques exemples

comité de bassin Loire-Bretagne

- **Subventions de l'Union Européenne** pour des actions d'amélioration des écosystèmes tributaires de l'activité agricole (**Fonds européen agricole pour le développement rural – FEADER)** — **Supranational**
- **Fonds de prévention des risques naturels majeurs** (FPRNM, dit Fonds Barnier) financé par le budget CatNat (surprimes d'assurances) — **National**
- **Subventions des agences de l'eau** via les redevances collectées auprès des usagers de l'eau — **Bassin**
- **Subventions des Conseils régionaux et départementaux** dans le domaine de l'eau — **Régional et départemental**
- Dépenses des services publics d'eau et d'assainissement issues de la **facture d'eau et d'assainissement** — **De l'échelle départementale à l'échelle locale**
- **Dépenses pour « compte propre » des acteurs privés** – ménages, industriels, agriculteurs : assainissement non collectif, irrigation, gestion des effluents d'élevage… — **Usagers**

MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE,
DE LA BIODIVERSITÉ,
DE LA FORÊT, DE LA MER
ET DE LA PÊCHE

Liberté
Égalité
Fraternité

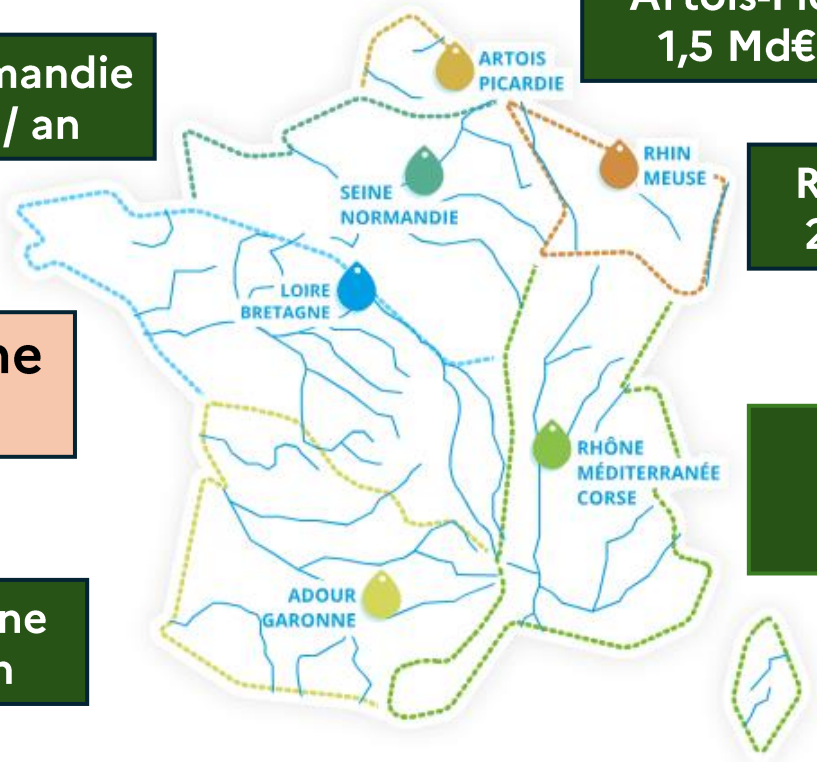
Quelques grands chiffres-clés

Dépenses globales pour la politique de l'eau en France métropolitaine, moyenne annualisée sur la période 2013-2022

23,4 Md€/an en moyenne = **0,84 %** PIB France

Artois-Picardie
1,5 Md€ / an

Seine-Normandie
5,7 Md€ / an



Rhin-Meuse
2 Md€ / an

Loire-Bretagne
5 Md€ / an

Rhône Méditerranée Corse
5,9 Md€ / an

Adour-Garonne
3,3 Md€ / an

comité de bassin Loire-Bretagne

MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE,
DE LA BIODIVERSITÉ,
DE LA FORÊT, DE LA MER
ET DE LA PÊCHE
Liberté
Égalité
Fraternité

Quelques grands chiffres-clés

comité de bassin Loire-Bretagne

Dépenses globales pour la politique de l'eau en France métropolitaine, moyenne annualisée sur la période 2013-2022

23,4 Md€/an en moyenne = **0,84 %** PIB France

10 % — **55 %** — **30 %**

LES AGENCES DE L'EAU

MONTANT ANNUEL MOYEN DES RECETTES DES AGENCES DE L'EAU SUR LA PÉRIODE 2013-2022

2,3 Md€

EFFET LEVIER
SOLIDARITÉ TERRITORIALE
ORIENTATION DES POLITIQUES PUBLIQUES

LES SERVICES PUBLICS D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT (SPEA)

13 Md€

DÉPENSES OPÉRÉES PAR LES SECTEURS D'ACTIVITÉ RACCORDÉS AUX RÉSEAUX COLLECTIFS POUR BÉNÉFICIER DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT DE LEURS EAUX USÉES (VIA LES SERVICES PUBLICS D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT)

LES DÉPENSES POUR COMPTE PROPRE DES ACTEURS ÉCONOMIQUES ET MÉNAGES

7 Md€

DÉPENSES POUR COMPTE PROPRE DES MÉNAGES EN ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF, ET DES INDUSTRIELS ET DES AGRICULTEURS NON RACCORDÉS AUX RÉSEAUX COLLECTIFS D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT

MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE,
DE LA BIODIVERSITÉ,
DE LA FORÊT, DE LA MER
ET DE LA PÊCHE
Liberté
Égalité
Fraternité

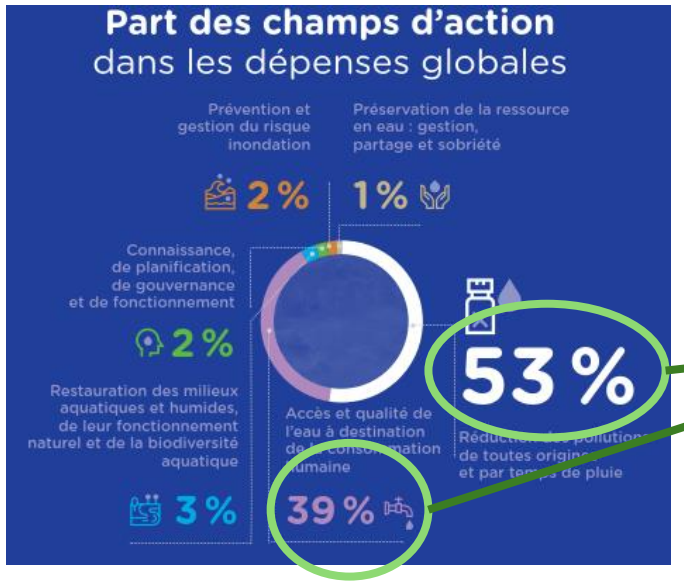
comité de bassin Loire-Bretagne

Quelques grands chiffres-clés

Dépenses globales pour la politique de l'eau en France métropolitaine, moyenne annualisée sur la période 2013-2022

23,4 Md€/an en moyenne = **0,84 %** PIB France

53% Ménages



92%
« réduction des pollutions » et « accès et qualité de l'eau destinée à la consommation humaine »

MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE,
DE LA BIODIVERSITÉ,
DE LA FORÊT, DE LA MER
ET DE LA PÊCHE
Liberté
Égalité
Fraternité

Quelques grands chiffres-clés

comité de bassin Loire-Bretagne

❖ COÛTS NON COUVERTS

Besoins annuels d'investissement supplémentaires pour :

- **Renouveler les infrastructures**
- **Traiter les micropolluants**
- **…**

(étude économique -2022- par l'Union des industries de l'eau)

Le montant annuel des indemnisations liées à la sécheresse et aux inondations pourrait plus que doubler sur la période 2020-2050

(France Assureurs, « Impact du changement climatique sur l'assurance à l'horizon 2050 », 2020)

Estimation nationale basse à considérer comme un ordre de grandeur

(Edl Loire-Bretagne 2019 : estimation d'environ 2 Mds par an)

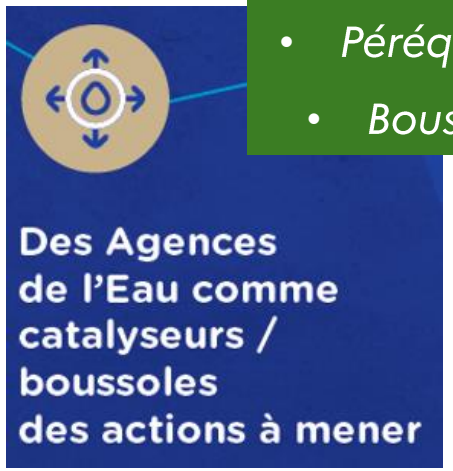
MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE,
DE LA BIODIVERSITÉ,
DE LA FORÊT, DE LA MER
ET DE LA PÊCHE

Liberté
Égalité
Fraternité

Quelques enseignements et perspectives

comité de bassin Loire-Bretagne

- *Restauration des milieux aquatiques*
- *Gestion quantitative*
- *Prévention des inondations*



- *Effet levier*
- *Péréquation territoriale*
- *Boussole des actions*

- *Logique de la gestion intégrée pour mener des actions bénéfiques à tous*
- *Gouvernance efficiente et projets cohérents à l'échelle des bassins versants*

Quelques enseignements et perspectives

- *Interroger la règle de partage entre les différents instruments (prix de l'eau, redevances, mesures compensatoires…)*
- *Recours à l'emprunt?*

- *Atteindre le bon état des eaux*
- *Sécuriser l'eau potable et préserver les infrastructures*
- *Couvrir les coûts assurantiels (changement climatique)*

MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE,
DE LA BIODIVERSITÉ,
DE LA FORÊT, DE LA MER
ET DE LA PÊCHE
Liberté
Égalité
Fraternité

Mercredi 18 juin, à Redon

comité de bassin Loire-Bretagne

4 ateliers :

1. Comment assurer le financement de la politique de l'eau, en réaffirmant les principes essentiels

   (pollueur-payeur / solidarité de bassin)

2. Quel partage de la ressource, et comment prévenir et résoudre les conflits d'usages avec une anticipation des tensions qui vont augmenter en lien avec le changement climatique

3. Comment parvenir à la réduction des pollutions, en passant d'une logique curative à une démarche préventive dans les suites du lancement de la feuille de route captage ?

4. Liens terre - mer

MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE,
DE LA BIODIVERSITÉ,
DE LA FORÊT, DE LA MER
ET DE LA PÊCHE
Liberté
Égalité
Fraternité

Lundi 23 juin, à Lempdes

comité de bassin Loire-Bretagne

4 ateliers :

1. Quelles évolutions apporter à la gouvernance de la gestion de l'eau ?

2.Comment assurer le financement de la politique de l'eau, en réaffirmant les principes essentiels (pollueur-payeur / solidarité de bassin)

3. Quel partage de la ressource, et comment prévenir et résoudre les conflits d'usages avec une anticipation des tensions qui vont augmenter en lien avec le changement climatique

4. Comment parvenir à la réduction des pollutions, en passant d'une logique curative à une démarche préventive dans les suites du lancement de la feuille de route captage ?

MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE,
DE LA BIODIVERSITÉ,
DE LA FORÊT, DE LA MER
ET DE LA PÊCHE
Liberté
Égalité
Fraternité

Mardi 1er juillet, à Poitiers

comité de bassin Loire-Bretagne

4 ateliers :

1. Quelles évolutions apporter à la gouvernance de la gestion de l'eau ?

2. Comment assurer le financement de la politique de l'eau, en réaffirmant les principes essentiels (pollueur-payeur / solidarité de bassin)

3. Quel partage de la ressource, et comment prévenir et résoudre les conflits d'usages avec une anticipation des tensions qui vont augmenter en lien avec le changement climatique

4. Comment parvenir à la réduction des pollutions, en passant d'une logique curative à une démarche préventive dans les suites du lancement de la feuille de route captage ?

MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE,
DE LA BIODIVERSITÉ,
DE LA FORÊT, DE LA MER
ET DE LA PÊCHE
Liberté
Égalité
Fraternité

Mercredi 2 juillet, à Orléans

comité de bassin Loire-Bretagne

4 ateliers :

1. Quelles évolutions apporter à la gouvernance de la gestion de l'eau ?

2. Comment assurer le financement de la politique de l'eau, en réaffirmant les principes essentiels

   (pollueur-payeur / solidarité de bassin)

3. Quel partage de la ressource, et comment prévenir et résoudre les conflits d'usages avec une anticipation des tensions qui vont augmenter en lien avec le changement climatique

4. Comment parvenir à la réduction des pollutions, en passant d'une logique curative à une démarche préventive dans les suites du lancement de la feuille de route captage ?

MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE,
DE LA BIODIVERSITÉ,
DE LA FORÊT, DE LA MER
ET DE LA PÊCHE
Liberté
Égalité
Fraternité

Mardi 8 juillet, à Angers

comité de bassin Loire-Bretagne

4 ateliers :

1. Quelles évolutions apporter à la gouvernance de la gestion de l'eau ?

2.Comment assurer le financement de la politique de l'eau, en réaffirmant les principes essentiels (pollueur-payeur / solidarité de bassin)

3. Comment mobiliser le grand public

4. Comment parvenir à une meilleure gestion et anticipation (sécheresse / inondation)

MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE,
DE LA BIODIVERSITÉ,
DE LA FORÊT, DE LA MER
ET DE LA PÊCHE
Liberté
Égalité
Fraternité

comité de bassin
Loire-Bretagne

Merci de votre attention et participation